

Communiqué de presse intersyndical

CNT, CFDT EFRP, CGTeduc'action 29, FNEC FP FO 29, SNUIPP FSU 29, SUD éducation 29

Fermeture de Kerandon, c'est toujours Non !

Sous prétexte de préparer une rentrée sereine, la DSDEN s'empresse d'entériner une décision municipale avant les élections, malgré la demande de suspension de cette décision et la demande de son report après le résultat des élections. En effet, plusieurs listes ont exprimé leur volonté de maintenir cette école de quartier ouverte. Aujourd'hui, l'enjeu pour l'État et ses représentants, au delà des arguments avancés, est bien d'économiser des postes en répartissant les élèves sur les écoles de la commune.

Plusieurs réunions se sont succédées depuis l'annonce de fermeture, aucune avec la présence de toutes les parties concernées malgré les demandes du collectif de parents.

La seule instance consultative qui a réuni les enseignant.e.s, les parents d'élèves, des représentants de l'éducation nationale, les élus soit l'ensemble de la communauté éducative est le conseil d'école qui s'est tenu en novembre dernier et qui a voté avec une large majorité contre ce projet de fermeture.

Dans une logique d'intérêt général et de défense d'un service public de qualité pourquoi ne pas réunir tous les acteurs concernés ?

Les arguments avancés par la DSDEN sont biaisés.

La présence d'amiante est malheureusement une réalité dans de nombreux établissements du Finistère et la santé des personnels et des élèves doit être une priorité. C'est une responsabilité partagée entre la mairie qui est responsable des locaux et la DSDEN qui est responsable de la santé des personnels.

Si cela justifie une reconstruction cela ne justifie pas de faire disparaître une école de quartier. D'autres solutions peuvent être trouvées. Et si la mairie évoque le projet de construire un centre de loisirs, il est tout aussi possible d'y construire une nouvelle école.

La perte d'effectif est une réalité partout dans le département, toutefois à Kerandon, cet argument se mord la queue. Ce sont là des choix politiques qui en sont la cause principale : dégradation des locaux, absence de carte scolaire, absence de classement REP, cloisonnement du quartier, ... La baisse d'effectif s'explique également par le fait que les familles sont largement encouragées à inscrire leurs enfants dans d'autres écoles de la ville.

Les classes multi niveaux sont présentées par la DSDEN comme étant un problème à Kerandon. Rappelons que la majorité des classes bilingues et de nombreuses classes monolingues du département sont multi-niveaux. Pour certain·es enseignant·es, c'est même un atout pédagogique lorsque les effectifs sont raisonnables.

L'épuisement des enseignant·es dans ces conditions dégradées est présenté par la DSDEN comme un argument supplémentaire pour une fermeture.

L'épuisement des équipes enseignantes s'observe largement au delà du quartier de Kerandon. Si la situation de Kerandon peut être vécu difficilement pour certain·es, d'autres y voient une chance de travailler à proximité du RASED. Des classes multi-niveaux aux effectifs adaptés, des locaux plus spacieux que dans d'autres écoles, et la proximité d'un bois sont des atouts que les équipes ne retrouveront pas forcément ailleurs.

La DSDEN n'écoute pas les personnels sous couvert de vouloir les protéger de conditions de travail difficiles et n'entend pas non plus les parents réunis en collectif qui s'organisent et se mobilisent depuis plusieurs mois sans relâche pour défendre leur école.

La DSDEN ignore aussi l'intersyndicale qui a voté unanimement contre ce projet de fermeture et qui enquête sur le terrain depuis plusieurs semaines.

La DSDEN a fixé un calendrier qui a pour but d'entériner la carte scolaire avant les élections municipales.

Ce calendrier accéléré des instances de la DSDEN remet en cause le dialogue social et fige une décision qui est loin de faire l'unanimité y compris au sein des équipes municipales.

Aujourd'hui, l'intersyndicale invite les décideurs et décideuses :

- A opter pour l'accès de tou·tes à un enseignement public de proximité et de qualité à Concarneau
- A mettre en place une carte scolaire permettant une réelle mixité dans un quartier et évitant de mettre en concurrence les écoles entre elles
- A adopter un budget permettant de rénover le bâti scolaire et à soutenir la construction d'une nouvelle école et ainsi d'améliorer les conditions travail des personnels et les conditions d'accueil des élèves.

L'intersyndicale apporte son soutien aux personnels, aux parents d'élèves et aux élus qui se battent pour défendre un service public de proximité et de qualité.

Des sous il y en a et il en faut pour l'école publique !